

CGT

CFDT

FO

SUD-Santé

HOPITAL HENRI MONDOR

INSTANCES BAFOUEES = BOYCOTT !!!

Vos représentants au CLHSCT, CTLE de l'hôpital Henri Mondor ont décidé de boycotter ces instances !!!

Depuis de nombreux mois, nous assistons à une dérive du fonctionnement des instances de notre établissement, qui vidés de leurs sens, ne sont plus que de simples chambres d'enregistrements...

Le plan d'économie de la Direction Général qui réduit les moyens, notamment les effectifs, conduit la direction locale à rechercher des solutions organisationnelles qui intensifient la dégradation des conditions de travaux.

L'institution utilise les instances comme passage administratif obligé, pour valider la mise en place des changements de fonctionnement, d'horaires, etc. dans les services, quelques soit le résultat des débats ou l'avis des représentants du personnel.

- ◆ Ainsi le passage en 12 heures de la réanimation médicale,
- ◆ l'expérimentation du changement d'horaire en stérilisation centrale, ou, sans doute bientôt,
- ◆ la grande équipe en chirurgie réparatrice. etc...

A contrario, les dossiers sur lesquels nous devrions avoir satisfaction dans l'intérêt du personnel, comme l'attribution des fauteuils relax pour les personnels de nuit, des aides mécanisées dans les services, des moyens supplémentaires pour la médecine du travail, la réévaluation de la prime de service selon le coût de la vie (pas fait depuis 2002 !) etc... traînent depuis trop longtemps.

Cette dérive du fonctionnement des instances, c'est aussi le mépris de la qualité du dialogue social et de la nécessaire prise en charge, le plus en amont possible des projets et de leurs conséquences sur les conditions de travail du personnel.

Une récente illustration du peu de cas fait aux avis des représentants du personnel se trouve dans les groupes de travaux sur **le projet professionnel et social (PPSP, important sur l'avenir social et professionnel des agents)** : aucun de nos avis n'apparaissent dans le dernier pré projet qui sera soumis au CTLE !!!

Conformément à la position prise par nos organisations syndicales centrales, nous tenons à protester auprès de la direction locale de notre établissement, et refusons d'être utilisés pour « valider » des décisions qui ne nous conviennent pas, et sont contraires aux intérêts des personnels qui nous représentons .

En conséquence, nous refusons de siéger au CLHSCT de juillet, où nous devons traiter le BHSCT 2005, ainsi qu'au CTLE du jeudi 13 juillet de la semaine prochaine. Aucune décision de modification d'horaires ou d'organisation de travail qui n'aie l'accord des personnels ne sera validé par vos représentants, contrairement à ce que pourraient prétendre certains cadres.

Notre participation aux prochaines instances dépendra de la volonté de la direction locale de respecter le rôle des instances et l'avis des représentants des personnels.

Une déclaration dans ce sens a été adressée à la Direction générale et locale.

mardi 4 juillet 2006